



En attendant des visites prochainement dans différentes wilayas

# Karim Younès rencontre des jeunes du hirak

Page 3

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4859 - Lundi 19 août 2019 - Prix : 10 DA

Hadj 2019  
**19 pèlerins algériens décédés**

Page 4

Plus de 92 milliards DA pour la viabilisation des lotissements sociaux  
**Des aides pour la relance du logement rural dans le Sud**

Page 2

**Ce que mouvement pro-démocratie veut dire**

Par Mohamed Habili

**D**epuis qu'ils sont en mouvement, les manifestants hongkongais n'ont eu qu'une seule revendication explicite : l'annulation de l'amendement de la loi d'extradition vers la Chine. Une revendication satisfaite depuis plusieurs semaines déjà. Pour un mouvement que les médias occidentaux définissent non pas d'ailleurs comme démocratique, mais comme pro-démocratie, ce qui n'est pas exactement la même chose, il manque singulièrement de motifs de mécontentement. Il faut que de son propre point de vue tout aille pour le mieux dans le système particulier de Hong Kong pour qu'il n'ait que cela à prétexter, à se mettre sous la dent. Comparé à ce qu'il ne revendique pas, et pour cause, cet amendement est un détail sans importance. On voit mal en quoi une disposition permettant l'extradition vers la Chine bouleverse le statut particulier de Hong Kong, auquel les protestataires semblent tenir par-dessus tout. Si en soi cette disposition légale constituait une remise en cause de sa large autonomie, comme on dit maintenant souvent dans les médias, on comprendrait qu'elle provoque l'espèce de soulèvement insurrectionnel incessant qu'on voit à l'œuvre depuis déjà plusieurs mois. La différence entre un mouvement démocratique et un mouvement pro-démocratie, c'est que le premier est tenu d'avoir des revendications et de démocratiques, tandis que le second peut parfaitement s'en passer.

Suite en page 3

**Farida Benyahia installée à la tête du Conseil d'Etat**

# La corruption administrative dans le collimateur de Zeghmati



P.M.D. R.

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Belkacem Zeghmati, est déterminé à mener un véritable combat contre la corruption qui touche les administrations publiques algériennes. C'est en tout cas ce à quoi il s'est engagé hier lors de l'installation de M<sup>me</sup> Farida Benyahia, nouvelle présidente du Conseil d'Etat. [Lire page 3](#)

Solde commercial de l'Algérie

## Une dégradation prévisible, liée à la structure de l'économie nationale

Page 4

Festival de cinéma de Douarnenez

## Les femmes à l'honneur

Page 13

Plus de 92 milliards DA pour la viabilisation des lotissements sociaux

## Des aides pour la relance du logement rural dans le Sud

■ En concrétisation des engagements approuvés lors du Conseil interministériel du 18 juin dernier, le gouvernement vient d'allouer un montant de plus de 92 milliards de dinars à la viabilisation des lotissements sociaux au niveau des wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux.



Par Meriem Benchaouia

**S'**exprimant en marge d'une visite d'inspection de deux jours dans la wilaya de Ouargla, le ministre de l'Habitat, Kamel Beldjoud, a indiqué que le gouvernement a consacré une enveloppe estimée à plus de 92 milliards de dinars pour prendre en charge l'opération de viabilisation de tous les lotissements sociaux au niveau des wilayas du Sud du pays et des Hauts-Plateaux. « Cette opération concerne essentiellement l'ouverture des voiries, la réalisation des réseaux divers (AEP, assainissement, électricité et gaz)

pour permettre aux citoyens ayant bénéficié de décisions d'affectation de parachever les procédures relatives à la construction de leurs habitations à travers 362 000 parcelles de terrain destinées à l'auto-construction, dont 20 000 parcelles ont été créées dans la wilaya de Ouargla », a-t-il précisé. Dans le même sillage, le ministre a fait savoir que l'Etat intervient en accordant, aux personnes éligibles à ce programme d'habitat, une aide fixée de 1 000 000 DA pour les citoyens éligibles résidant dans les wilayas du Sud et 700 000 DA pour les citoyens des wilayas des Hauts-Plateaux. M. Beldjoud a annoncé, en

outre, l'attribution d'un nouveau quota de 600 aides destinées à l'habitat rural et un programme de 750 logements promotionnels aidés (LPA), ainsi que 2,6 milliards DA pour les travaux d'aménagement au profit de la wilaya de Ouargla. Il avait annoncé auparavant l'attribution d'un nouveau quota supplémentaire de logements de 1 500 unités (logements promotionnels aidés -LPA) et 1 000 autres de type logements publics locatifs (LPL) en faveur du projet de la nouvelle ville de Hassi Messaoud (80 km à l'Est de Ouargla). Au cours de sa visite, le ministre a inspecté plusieurs chantiers en cours de réalisation au niveau de la

commune de Ouargla, dont le projet d'un CEM au quartier « Ennasr », le projet des 1 600 logements sociaux, un groupement scolaire, une polyclinique, le pôle urbain de Ain El-Beida et une cité universitaire de 1 000 lits. Il a également inspecté un projet de 300 logements de l'Agence de l'amélioration et de développement de logement (AADL), un groupement scolaire dans le nouveau pôle urbain 27-Février-1962, en plus d'un projet confié à l'Entreprise nationale de promotion immobilière (ENPI) en charge du programme LPP (logement promotionnel public) à Ouargla. Au cours de sa tournée, le ministre a écouté les

doléances exprimées par les citoyens de la région concernant notamment le retard en matière d'attribution des logements sociaux, du programme AADL, et les travaux d'aménagement extérieur. M. Beldjoud a affirmé, à cette occasion, l'engagement de son département ministériel, en coordination avec les autorités locales, à « tout mettre en œuvre pour remédier progressivement aux lacunes enregistrées ». Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a achevé sa visite par une réunion de travail tenue à huis clos avec des cadres de son secteur.

M. B.

Entre fautes de frappe et fautes linguistiques

## 284 erreurs relevées dans des manuels scolaires

**A** quelques jours de la rentrée scolaire, la commission d'évaluation et de validation des livres de deuxième génération relève que 284 erreurs ont été trouvées dans les nouveaux livres de deuxième génération, entre fautes de frappe et fautes linguistiques. Voilà un sujet qui risque de faire, cette année encore, polémique.

Selon une source du ministère de l'Education nationale, les nouveaux livres de deuxième génération destinés aux élèves des classes de cinquième année primaire et de quatrième année moyenne seront distribués dès la rentrée scolaire 2019/2020. Cependant, à quelques jours de la rentrée scolaire prévue pour le 4 septembre, des erreurs dans les livres de deuxième génération ont été trouvées par la

commission d'évaluation et de validation des livres de deuxième génération. En tout et pour tout, la commission relève 284 erreurs, entre fautes de frappe et fautes linguistiques. Les enseignants et spécialistes chargés de l'examen des livres relevant de la commission devraient ainsi procéder à la correction des erreurs contenues dans ces manuels. Tous ces livres seront revus, améliorés et imprimés avant d'être acheminés vers les établissements scolaires pour être distribués à la rentrée scolaire. Ce sujet avait fait polémique l'année précédente. En effet, une erreur contenue dans une page du manuel de géographie de la 1<sup>re</sup> année moyenne, faisant apparaître Israël à la place de la Palestine, avait été utilisée par les opposants à la

réforme prônée par l'ancienne ministre de l'Education, Nouria Benghebril. Les services du ministère de l'Education nationale avaient alors précisé que l'erreur a été commise au niveau de l'impression par l'Entreprise nationale des arts graphiques (Enag), qui est sous la tutelle du ministère de la Culture. « La copie du manuel validée par la commission de lecture et celle des programmes sous la tutelle du département de l'Education ne portent aucune mention d'Israël, que ce soit sur les cartes géographiques ou autres textes », précise le ministère de l'Education. Une source de ce département avait expliqué que « c'est au moment de l'impression que l'infographe de cette entreprise avait eu recours à une carte du moteur de recherche

Google au lieu de reproduire celle de la copie validée par le ministère de l'Education nationale ». Une faute qui a fait polémique pendant des mois. Pour éviter que le même scénario ne se reproduise cette année, la commission d'évaluation et de validation des livres de deuxième génération a souligné que les erreurs seront corrigées. De son côté, le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, avait souligné que les manuels scolaires, « tous cycles confondus, seront disponibles au niveau de l'ensemble des établissements de l'Education », et a rassuré que « la prochaine rentrée scolaire se déroulera dans la sérénité ». En outre, pour cette année, plusieurs nouveautés seront annoncées ultérieurement, concernant

notamment le dossier de la réforme du baccalauréat en cours d'étude. Sur ce point, le ministre avait alors souligné qu'il est toujours « en cours d'étude », avant de relever que « plusieurs mesures seront dévoilées ultérieurement ». Concernant le nouveau projet de l'introduction de l'enseignement de l'anglais, le ministre avait, dans sa dernière apparition, donné quelques précisions, soulignant que ses services ont « entamé une réflexion sur les modalités d'introduction de l'enseignement de l'anglais dès le cycle primaire ». Une mesure qui n'a pas été du goût de certains syndicats du secteur qui estiment qu'il « faut avoir les moyens de sa politique ».

Thinhinene Khouchi



Farida Benyahia installée à la tête du Conseil d'Etat

# La corruption administrative dans le collimateur de Zeghmati

■ Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Belkacem Zeghmati, est déterminé à mener un véritable combat contre la corruption qui touche les administrations publiques algériennes. C'est en tout cas ce à quoi il s'est engagé hier lors de l'installation de M<sup>me</sup> Farida Benyahia, nouvelle présidente du Conseil d'Etat.

Par Louiza Ait Ramdane

**B**elkacem Zeghmati, ministre de la Justice, garde des Sceaux, a mis l'accent hier, sur le rôle de la justice administrative notamment la Cour d'Etat, dans la lutte contre le phénomène de la corruption. «La corruption a pris des proportions alarmantes dans l'administration et terni l'image de l'administration publique. Elle a également nuit à la réputation de ses employés», a-t-il affirmé lors d'une allocution prononcée en marge de l'installation de la nouvelle présidente du Conseil d'Etat.

Le ministre a précisé que le fléau de la corruption en Algérie ne se limite pas au détournement des deniers publics et à l'enrichissement illicite mais s'étend au détournement des biens publics par des décisions émanant de l'administration. Ce phénomène a réduit également l'efficacité de son rendement, ce qui a engendré le manque de confiance du citoyen en son administration, notamment dans ses décisions même si elles sont en sa faveur, a ajouté le ministre. Il a affirmé en ce sens, que la corruption ne s'est pas limitée au détournement des deniers publics et à l'enrichissement illicite, mais, soutient-il, «elle s'est étendue au détournement des biens publics, à travers des décisions émises par l'administration, et avec la complicité de certains responsables et fonctionnaires». Pour Belkacem Zeghmati, la justice dans notre pays est à la croisée des chemins. Raison pour laquelle, la justice doit, à ce titre, restaurer la crédibilité de l'Etat, mais aussi restituer les droits batoués des citoyens.

Cependant, le ministre précise que l'Etat n'atteindra ses objectifs qu'après la récupération des fonds détournés.

«La conjoncture difficile que traverse notre pays fait reposer sur le Conseil d'Etat une énorme responsabilité pour contribuer efficacement à la lutte contre ce phénomène et contre les détournements de biens publics par des procédés frauduleux et des

décisions illicites qui en résultent», a estimé M. Zeghmati, appelant cette institution à trancher ces dossiers conformément à la loi et en toute neutralité, objectivité et indépendance en vue de récupérer les biens détournés.

Le ministre a, par ailleurs, exhorté l'administration à saisir la justice pour faire annuler les décisions illicites et ainsi mettre un terme aux situations et statuts illégaux qu'elles ont créés. Partant de ce constat, Zeghmati a mis en évidence le rôle de la justice administrative dans la contribution dans le cadre de la lutte contre la corruption. A cet effet, il a appelé à lutter contre la corruption à travers l'application rigoureuse de la loi. Revenant sur les dernières nominations dans le corps de la magistrature, l'ancien procureur général près la cour d'Alger considère que l'objectif des derniers mouvements opérés par le chef d'Etat, ayant touché le Conseil d'Etat ou les parquets «est l'amélioration et l'évaluation du travail judiciaire et le renforcement des moyens et sa promotion à la hauteur des aspirations du peuple algérien, notamment dans le contexte actuel», a-t-il assuré.

## M<sup>me</sup> Benyahia Farida à la tête du Conseil d'Etat

Auparavant, le ministre de la Justice a présidé la cérémonie d'installation de M<sup>me</sup> Benyahia



Farida au poste de présidente du Conseil d'Etat (CE) en remplacement de M<sup>me</sup> Soumia Abdelsadok. M. Zeghmati a mis en avant, dans ce sens, la longue expérience de la nouvelle présidente de la CE, étant la plus haute instance du système judiciaire administratif en Algérie. Affiliée au secteur de la justice en 1975, M<sup>me</sup> Benyahia a occupé plusieurs postes durant son parcours professionnel, à savoir procureur au tribunal de Constantine, conseillère puis présidente de chambre près la cour de Constantine et conseillère près le CE puis présidente de chambre à cette instance avant d'être nommée présidente du

CE. Pour rappel, le CE a été créé en vertu de l'article 152 de la Constitution de 1996, avant d'être installé officiellement en 1998. Le Conseil d'Etat fait figure de premier et dernier ressort des recours en annulation formés contre les décisions réglementaires ou individuelles émanant des autorités administratives centrales, ainsi que des recours en interprétation et en appréciation de la légalité des actes dont le contentieux relève du Conseil d'Etat. Cette instance est composée, actuellement, de cinq chambres qui se partagent les types de contentieux faisant parti du cadre de ses compétences.

L. A. R.

## Tlemcen

### Installation du nouveau président de la cour et du procureur général

**LE PREMIER** président de la Cour suprême Tabi Abderrachid a procédé hier, à l'installation du nouveau président de la cour et du procureur général de Tlemcen en l'occurrence Boukhoursa Youcef et Bensalah Ali en remplacement de Benahmed Lakhdar et Bey Benali appelés à d'autres fonctions. Au cours de la cérémonie d'installation qui s'est déroulée à la cour de Tlemcen en présence des autorités locales civiles et militaires de la wilaya de Tlemcen, le premier président de la Cour suprême a souligné que ces nouvelles nominations s'inscrivent dans le cadre d'un mouvement décidé par le chef de l'Etat afin de donner au secteur de la Justice une nouvelle dynamique qui répond aux exigences de cette mission sensible, notamment durant cette période. Le représentant du ministre de la Justice, garde des Sceaux a, entre autres, indiqué que les deux nouveaux responsables qui ont occupé divers postes dans le secteur de la Justice ont brillé par leur compétence et par leur sérieux dans l'accomplissement de leurs tâches, ajoutant que la lutte contre la corruption et la récupération des fonds détournés figurent parmi les priorités du mouvement opéré dans le secteur de la Justice. Ce mouvement, a-t-il conclu, vise également à réinstaurer la confiance entre la justice et la société et permettre à ce secteur sensible de se moderniser pour jouer pleinement son rôle.

R.N.

En attendant des visites prochainement dans différentes wilayas

## Karim Younès rencontre des jeunes du hirak

«Nous n'avons pas de leçons à recevoir, l'Instance est indépendante et responsable de ses actions», c'est ce qu'a déclaré hier Karim Younès, coordinateur du panel de médiation et de dialogue à l'ouverture d'une rencontre avec des représentants de la société civile dont certains «jeunes acteurs du hirak venus de plusieurs wilayas». A ce titre, une trentaine de jeunes venus des wilayas de Tébessa, Batna, Souk Ahras, Khenchela, Guelma et El Tarf, a assisté hier à cette rencontre qui s'est déroulée au siège

du panel sis au Centre culturel Larbi Ben M'hidi-Alger-Centre, «dans le but de proposer des suggestions pour une sortie de crise», a indiqué Adel Bourgaz, membre de la commission de la société civile du panel. Il s'agit essentiellement, du départ du gouvernement Bedoui auquel s'en suivra l'installation d'un gouvernement de compétences nationales, de l'organisation des élections présidentielles dans les plus brefs délais avec des garanties surtout celle de la mise en place d'une commission indé-

pendante d'organisation et de contrôle des élections, ainsi que de la libération des détenus d'opinion et la levée de pressions sur les médias publics et privés. Ceci étant, outre d'avoir chargé Ammar Belhimer, président du comité politique du panel, d'écouter et récolter les propositions émanant de la trentaine de jeunes acteurs du hirak présents à la rencontre, Karim Younès appelant à «réduire la sur-enchère», a invité ses détracteurs à «écouter le discours adressé au peuple» et de souligner que le

maintien de cette ambiance électrique finira par incendier le pays. «Ceux qui veulent arriver à cette finalité porteront seuls leurs responsabilités», a-t-il prévenu. En outre, assurant que son instance «veut sortir le pays de l'impasse politique actuelle et de le construire ensemble», Karim Younès, en réponse aux parties qui rejettent le dialogue, estimera que ces dernières sont «libres» de leur choix, quant à ceux qui y participeront, ils auront répondu à l'appel de la nation. Par ailleurs, M<sup>me</sup> Fatiha Benabou, membre de

## LA QUESTION DU JOUR

### Ce que mouvement pro-démocratie veut dire

Suite de la page une

**D**e là pour lui la nécessité de s'en tenir à celle qui l'a mis sur pied, alors même que cela fait un bout de temps qu'elle est satisfaite. Il en aurait avancé une deuxième s'il avait pu s'en trouver. Puis une troisième, si celle-ci aussi était satisfaite. Un mouvement pro-démocratie, comme les médias occidentaux sont unanimes à le qualifier, lui au fond n'a besoin que d'exister. Les revendications ne lui sont pas nécessaires pour durer. Un prétexte y suffit amplement. Il est clair qu'un mouvement pro-démocratie est en fait un mouvement pro-occidental, ou, ce qui revient au même, anti-chinois. La chose est incontestable s'agissant des protestataires hongkongais, qui du reste ne s'en cachent pas, qui ne craignent pas d'arborer les drapeaux britannique et américain à peu près partout où ils sont rassemblés. A vrai dire, ce n'est pas tant de revendications que ce mouvement manque, mais de revendications qui soient raisonnablement, politiquement soutenables. Il est obligé d'avancer masqué, de proclamer une chose pour en signifier une toute autre. Il est dans l'obligation de taire le seul mot d'ordre dans lequel il se reconnaîtrait pleinement : la rupture avec la Chine, le retour à l'Occident, même en tant que colonie. Un projet irréalisable tant que la Chine est la Chine. Si l'amendement de la loi d'extradition l'a déclenché, c'est qu'il a estimé qu'elle aura pour effet de souder davantage Hong Kong à la Chine, alors que son projet secret est de l'en détacher. C'est donc en soi un mouvement séparatiste, mais qui a ceci de particulier qu'il lui est interdit de se donner pour ce qu'il est, de s'affirmer dans sa vérité. Le prétexte qu'il s'est donné n'aurait toutefois pas suffi à lui seul à le lancer, et moins encore à l'entretenir, si la conjoncture ne s'y prêtait pas. La guerre commerciale initiée par l'administration américaine contre la Chine, en cours depuis une année, lui a semblé une occasion particulièrement favorable. Dans l'un de ses derniers tweets, Donald Trump, pour faire pression sur les dirigeants chinois, a clairement lié la possibilité d'un accord commercial avec la Chine à ce qu'il a appelé une solution «humaine» à la crise de Hong Kong. Il ne pouvait pas être plus provocateur avec pays aussi jaloux de sa souveraineté que la Chine.

M. H.

L'Instance, a indiqué que ses membres entameront des visites aux différentes régions du pays en vue d'écouter les propositions concernant le règlement de la crise politique. Elle a fait savoir que la date de la tenue de la conférence nationale «sera fixée au terme des rencontres de l'Instance avec toutes les catégories de la société algérienne mais aussi les partis politiques».

Lynda Naili

## Tizi Ouzou Plus d'une trentaine de départs de feu de forêt

**PAS MOINS** de 31 départs d'incendie de forêt ont été enregistrés avant-hier dans la wilaya de Tizi Ouzou, selon un bilan fourni hier par la Protection civile. Ils ont tous été circonscrits au lever du jour. Les localités les plus touchées sont Sidi Naamane, Imsouhal, Draa El Mizan, Mizrana, Tirmatine, Fréha et Iflissen. D'importants moyens humains et matériels ont été mobilisés pour éteindre ces feux, notamment les unités de la Protection civile et un renfort en moyens de l'Unité nationale d'intervention d'El Hamiz, de la Conservation des forêts, des communes et des citoyens. Durant ces opérations de lutte contre les incendies, un agent des services de la Conservation des forêts a été victime de brûlures au village Boumhala, dans la commune de Sidi Naamane. Il a été évacué vers la polyclinique de Draa Ben Khedda où il a été pris en charge.

Hamid M.

## Accidents de la circulation 6 morts et 13 blessés en 24 heures

**SIX PERSONNES** ont trouvé la mort et 13 autres ont été blessées dans 7 accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 24 heures au niveau national, selon un bilan rendu public hier par la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Constantine avec une personne décédée et quatre autres blessées suite à une collision entre un véhicule léger et un camion, survenu sur le chemin de wilaya n° 2, daïra d'Aïn Abid, précise la même source. D'un autre côté et dans le cadre de la surveillance des plages, les éléments de la Protection civile ont sauvé 794 personnes de la noyade, prodigué des soins à 251 personnes et évacué 59 personnes vers les structures hospitalières. Ils ont également repêché une personne décédée par noyade en mer, à la plage Khaloufi 2 commune de Zéralda et une autre âgée de 19 ans dans un barrage au lieu-dit Messaghit, commune d'Ouled Hallal, dans la wilaya de Médéa. Par ailleurs, les unités de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 38 incendies qui ont causé des pertes estimées à 445 ha de forêt, 231 ha de maquis, 69 ha de broussaille, 2 615 arbres fruitiers, 520 bottes de foin et 131 palmiers, a indiqué le communiqué.

Melissa A.

## Solde commercial de l'Algérie

# Une dégradation prévisible, liée à la structure de l'économie nationale

■ La dégradation du solde commercial de l'Algérie, durant le premier semestre 2019, était prévisible, liée à la nature de la structure de l'économie nationale, marquée par l'absence d'autres moteurs de la croissance des exportations, ont expliqué des experts économistes algériens.

Par Salem K./APS

L'Algérie qui a vu, encore une fois, son déficit commercial se creuser à fin juin 2019 jusqu'à atteindre 3,18 milliards de dollars contre un déficit de 2,84 milliards de dollars à la même période en 2018, se trouve aujourd'hui dans l'obligation de changer de cap et s'orienter efficacement vers l'investissement productif, selon les experts interrogés par l'APS. A ce titre, l'économiste Mustapha Mekideche pense qu'*«il va falloir trouver des solutions efficaces pour réaliser une croissance économique diversifiée»*. Ceci demeure, à ses yeux, un défi *«fondamental»*. L'expert a, à ce propos, tenu à souligner que la dégradation du solde commercial de l'Algérie durant les six premiers mois de 2019 est *«structurelle»* et s'inscrit plus globalement depuis plus d'une décennie. Plus explicite, il dira que l'absence d'autres moteurs de la croissance des exportations, conjuguée à l'instabilité du marché pétrolier, ont mené l'Algérie tout droit vers cette situation de déficit commercial. *«C'est mécanique !»,* a-t-il indiqué. Selon lui, pour sortir de cette situation, l'Algérie devrait s'orienter vers une politique de diversification *«significative»* de son économie, en relançant le secteur industriel. *«Tant qu'on n'aura pas réglé ce problème structurel, la situation de notre commerce extérieur va inévitablement s'aggraver»,* a-t-il mis en garde. Ceci, a-t-il enchaîné, d'autant que les prix du pétrole ne se sont toujours pas stabilisés, compte tenu du contexte géopolitique international, mais aussi de la baisse de la demande mondiale en énergie, résultant de l'escalade du conflit commercial entre la Chine et les Etats-Unis. Aux yeux de M. Mekideche, il va ainsi falloir *«remettre à plat l'ensemble de la*



Ph.D. R.

*politique de ré-industrialisation de l'économie nationale»*. Or, cette politique, selon lui, *«ne produit pas des ressources en devises pour le pays»*. *«L'Algérie a mis en place un modèle économique qui absorbe plus de devises et qui ne permet pas, en contrepartie, à ses produits de se positionner sur les marchés internationaux»,* a-t-il fait remarquer. Ainsi, le creusement de la balance commerciale, durant le premier semestre écoulé est le résultat de ce modèle économique. *«Pour le moment, on a manqué d'efficacité pour diversifier notre économie. Il s'agit d'un véritable problème»,* a souligné M. Mekideche lequel pense qu'il faudrait *«aller sérieusement vers des assises nationales sur l'économie, et ouvrir ce dossier loin de tout populisme ou toute sur-enchère, car une telle situation ne peut continuer»*. Pour atténuer la dégradation de la balance commerciale du pays, le spécialiste des questions de commerce extérieur, Smail Lalmas, pense

qu'il est impératif d'encourager l'investissement productif et la création d'entreprises mais aussi de renforcer la compétitivité des PME. *«On ne peut se limiter uniquement au contrôle des opérations d'importation et ignorer le développement de l'économie nationale qui passe inévitablement par la création d'entreprises et de richesses»,* a-t-il indiqué. Le déficit commercial enregistré durant le semestre écoulé démontre, selon cet économiste, que *«tous les mécanismes et mesures mis en place visant à réguler les importations et promouvoir les exportations hors hydrocarbures ont échoué»*. Pour rappel, la balance commerciale de l'Algérie a enregistré un déficit de 3,18 milliards de dollars durant le 1<sup>er</sup> semestre 2019, contre un déficit de 2,84 milliards de dollars à la même période en 2018, selon la direction générale des Douanes (DGD). Les exportations algériennes ont atteint 18,96 milliards de dollars (mds usd) durant le 1<sup>er</sup> semestre de

l'année en cours, contre 20,29 mds usd à la même période de 2018, soit une baisse de -6,57%, indiquent les statistiques provisoires de la direction des études et de la prospective des Douanes (DEPD). Pour les importations, elles ont atteint 22,14 mds usd, contre 23,14 mds usd, enregistrant également une baisse de -4,30%. Les hydrocarbures ont représenté l'essentiel des ventes algériennes à l'étranger au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2019 (93,10% du volume global des exportations) en s'établissant à 17,65 mds usd, contre 18,84 mds usd à la même période 2018, en baisse de (-6,31%). Pour les exportations hors hydrocarbures, elles restent toujours marginales, avec près de 1,31 md usd le 1<sup>er</sup> semestre 2019, ce qui représente 6,90% du volume global des exportations, contre 1,45 md usd à la même période en 2018, en baisse de -10,01%, précisent les données de la DEPDP.

S. K.

## Hadj 2019

# 19 pèlerins algériens décédés

Un nouveau décès a été enregistré dimanche parmi les pèlerins algériens aux Lieux Saints, portant le nombre total de décès depuis le début du Hadj 2019 à dix-neuf, a indiqué le chef de la mission médicale. Il s'agit de Bendahou Mohamed (83 ans), originaire de la Wilaya d'Oran, décédé dans sa chambre d'hôtel à La Mecque suite à un arrêt cardiaque, a précisé le D' Mahmoud Dahmane. Il a ajouté que le rapatriement en Algérie des pèlerins se trouvant dans un état grave avait débuté samedi, précisant que l'opéra-

tion se poursuivait par priorité pour permettre aux malades de suivre leur traitement en Algérie.

## Retour du premier contingent de hadjjs issus des wilayas du sud

Le premier contingent de hadjjs des wilayas du sud du pays est arrivé samedi après-midi à Ouargla, de retour d'Arabie saoudite, après l'accomplissement des rituels du cinquième pilier de l'Islam. Une cérémonie d'accueil a été orga-

nisée en présence des autorités locales et différentes mesures ont été prises pour faciliter l'accueil et les procédures d'usage, de police des frontières et des douanes notamment, à l'arrivée des pèlerins. Ce groupe comptant 295 hadjjs est le premier de dix contingents qui totalisent 3 000 pèlerins issus des wilayas du sud du pays (Ouargla, Ghardaïa, El-Oued, Illizi et Tamanrasset), programmés au départ et au retour à l'aéroport de Ouargla à raison de 300 passagers par vol. Les vols sont assurés par les compagnies Air

Algérie et Saudi Arabian Airlines, a-t-on appris des responsables de la Direction régionale d'Air Algérie à Ouargla. Les vols de retour des pèlerins vivant dans le sud du pays s'étaleront entre le 17 août et le 4 septembre prochains, a-t-on signalé. Cette saison du Hadj, outre l'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO), deux agences de voyages privées ont été agréées pour assurer la prise en charge des pèlerins dans le sud du pays.

Bahia M.



## Pétrole

## Les prix en légère hausse

■ Les prix du pétrole ont légèrement progressé mais les investisseurs restaient prudents, dans un marché toujours préoccupé par une demande en berne, comme l'a montré le rapport mensuel de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep).

Par Salem K./APS

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 58,64 dollars à Londres, en hausse de 0,7% par rapport à la clôture de jeudi. A New York, le baril américain de WTI pour livraison en septembre s'échangeait à 54,87 dollars, 0,7% de plus que la veille. Sur la semaine, le baril de Brent a pris 0,2% et celui de WTI 0,7%. Ce gain ne parvenait toutefois pas à dissiper les inquiétudes des investisseurs. «Depuis près d'un mois, le marché est secoué par des craintes sur la demande, le principal facteur étant les tarifs douaniers américains sur les produits chinois», a expliqué Stewart Glickman, de CFRA. Jeudi, Pékin a menacé Washington de «mesures de représailles» au cas où les Etats-Unis mettraient à exécution des droits de douane punitifs supplémentaires sur des produits «made in China». Un porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois a, par la suite, appelé à trouver un compromis. La guerre commerciale que se livrent les Etats-Unis et la Chine fait redouter à de nombreux observateurs un ralentissement de l'économie mondiale. «Si les Etats-Unis ou l'Europe entrent en récession, ça ne sera pas une bonne nouvelle, mais ça ne pèsera pas tant que ça sur la demande en pétrole. En

revanche, si la Chine connaît un fort ralentissement, ça sera vraiment problématique», a indiqué M. Glickman. Pékin est le premier importateur d'or noir au monde et une réduction de la demande chinoise entraîne les prix vers le bas. En progression vendredi en début de séance, le pétrole a perdu une partie de ses gains peu après que l'Opep a légèrement revu à la baisse l'estimation de la croissance de la demande mondiale en 2019, tout en maintenant sa projection inchangée pour 2020. Plus tôt dans la journée, Eugen Weinberg, analyste chez Commerzbank, avait souligné que «les cours du pétrole restaient à la merci des attentes concernant l'économie mondiale et étaient donc pris au piège entre les craintes économiques et les espoirs d'apaisement prochain du conflit commercial».

S. K./APS



Ph/D. R.

## Argentine

## Le ministre des Finances démissionne

Le ministre argentin des Finances, Nicolas Dujovne, a démissionné au terme d'une semaine de turbulences sur les marchés qui a vu le peso perdre plus de 20% de sa valeur et la Bourse plonger de plus de 30%, annonce des médias locaux. M. Dujovne sera remplacé par Hernan Lacunza, ministre de l'Economie de la province de Buenos Aires, affirment les médias argentins qui ont publié sa lettre de démission. Dans

cette lettre, reproduite sur le site du quotidien «La Nacion», M. Dujovne se dit «convaincu qu'en raison des circonstances, la gestion (gouvernementale) nécessite une rénovation significative dans le secteur économique». Nicolas Dujovne quitte ses fonctions alors que la crise économique que connaît le pays s'est aggravée après le revers électoral du président Mauricio Macri qui brigue un nouveau mandat lors de la présidentielle d'oc-

tobre. Le président sortant a été sèchement battu dimanche dernier lors de primaires au sein de son parti par Alberto Fernandez, un péroniste modéré devenu le favori de la présidentielle d'octobre. Le peso et la Bourse ont aussitôt plongé lundi, et vendredi les agences Fitch et S&P ont abaissé la note de la dette souveraine de l'Argentine. Sous pression, le président Macri a annoncé mercredi une série de mesures pour «donner un coup

de pouce» au pouvoir d'achat des classes moyennes et populaires et tenter de combler son retard avant le scrutin présidentiel du 27 octobre : hausse du salaire minimum, primes ponctuelles, réductions d'impôts et gel des prix de l'essence durant trois mois. Dans ce pays en récession depuis l'an dernier, l'inflation reste par ailleurs très élevée sur les 12 derniers mois, à 40%, alors que le taux de chômage atteint 10,1%. **Mahi O.**

## Chine

## Les recettes budgétaires en hausse de 3,1% entre janvier et juillet

LES RECETTES budgétaires de la Chine ont augmenté de 3,1% en glissement annuel pour atteindre plus de 12 560 milliards de yuans (environ 1 790 milliards de dollars) au cours des sept premiers mois de l'année 2019, selon des données officielles publiées ce week-end. Le gouvernement central de Chine a collecté plus de 6 040 milliards de yuans durant cette période, en hausse de 3,3% en glissement annuel, alors que les gouvernements locaux ont vu leurs recettes budgétaires progresser de 3% à environ 6 520 milliards de yuans, selon le ministère chinois des Finances. Les dépenses budgétaires de la Chine ont augmenté, quant à elles, de 9,9% en glissement annuel à environ 13 800 milliards de yuans entre janvier et juillet, selon les données du ministère.

R. E.

## Bénin

## Le coton largement en tête des exportations au deuxième trimestre

Le coton est largement en tête des exportations du Bénin durant le 2<sup>e</sup> trimestre de l'année 2019, affichant une valeur de 109,6 milliards de FCFA, soit environ 188 millions de dollars, pour une quantité de 110 514,8 tonnes, indique le bulletin trimestriel des statistiques du commerce extérieur du pays. Selon ce bulletin réalisé par l'Institut national de la statistique et de l'analyse économique du Bénin (INSAE), rendu public samedi, le

Bangladesh est le premier client du Bénin pour l'achat de ce «coton (à l'exclusion des linters) non cardé ni peigné» pour une valeur totale de 45,9 milliards de FCFA soit environ 79 millions de dollars US (correspondant à un volume de 45 993,9 tonnes). Le Bangladesh, souligne la même source, est suivi de l'Inde, qui a acheté au Bénin au cours du second trimestre de l'année en cours, du «coton (à l'exclusion des linters) non cardé ni peigné» et

des «graines de coton» pour des valeurs respectives de 2,9 milliards de FCFA (5 millions de dollars américains) et de 1,5 milliard de FCFA (2,6 millions de dollars), correspondant respectivement à 2 872,5 tonnes et 8 049,6 tonnes. Au Bénin, le coton représente 40% des entrées de devises, 12 à 13% du produits intérieurs bruts (PIB), environ 60% du tissu industriel national et assure un revenu à plus d'un tiers de la population. **A. Y.**

## Niger

## Les fraudes fiscales et douanières font perdre plus 22 millions d'euros au Trésor

Les fraudes fiscales et douanières ont fait perdre 14,5 milliards de francs CFA (22 millions d'euros) au Trésor nigérien entre 2017 et 2018, a annoncé l'agence gouvernementale de lutte contre la corruption. «Nos investigations ont mis en évidence près de 3 milliards FCFA (4,5 millions d'euros) de droits non versés aux services des impôts (...) et sur la rubrique des fraudes sur les hydrocarbures, c'est près de 11 milliards FCFA (16,7 millions d'euros) de perte que l'Etat a subie», a déclaré Gousmane Abdourahmane, le président de la Haute autorité de lutte contre la corruption et infractions assimilées (Halcia). Les fraudes fiscales ont été détectées lors de longs mois de «contrôles» auprès d'opérateurs qui «restent redevables» au titre de la taxe professionnelle, de la taxe sur la valeur

ajoutée, de l'impôt sur le bénéfice ou de l'impôt sur les traitements et salaires, a expliqué Gousmane Abdourahmane. Il a relevé que sur les 3 milliards FCFA de préjudices portant sur ces fraudes fiscales, «près de 500 millions FCFA (762 000 d'euros) ont pu être recouverts et que «des enquêtes (étaient) en cours dans d'autres sociétés». La fraude sur les hydrocarbures (essence et gasoil produits au Niger) est basée sur un système qui consiste à un «reversement frauduleux du carburant sur le territoire national des stocks déjà déclarés pour être exportés au Burkina Faso, au Nigeria et au Mali», a-t-il expliqué. Par ailleurs, des contrôles ont permis de révéler un réseau de «faux dédouanements» de voitures qui ont causé depuis fin 2018 «un manque à gagner de près de 500 millions FCFA pour l'Etat». Sur

235 dossiers de faux dédouanements, 53 ont été «régularisés» et près de 110 millions FCFA (167 000 euros) ont été recouverts, a-t-il noté. Les fraudes évoquées par M. Abdourahmane ne représentent cependant que moins de 1% du budget de l'Etat nigérien, qui s'élève à 2 050 milliards de FCFA pour 2019. En janvier 2018, le Niger avait adopté une stratégie pour lutter contre la corruption. Selon les autorités, le «niveau relativement élevé de la corruption compromet la gouvernance économique, administrative et politique et altère le développement économique et social du pays, un des plus pauvres au monde». Dès 2011, le gouvernement avait créé la Halcia et un numéro de téléphone gratuit pour dénoncer la corruption.

Agences

Ouargla/ Nouvelle ville de Hassi Messaoud

# Un quota supplémentaire de 1 500 LPA et 1 000 LPL

■ Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Beldjoud, a annoncé à Ouargla, l'attribution d'un nouveau quota de logements supplémentaires de 1 500 logements publics aidés (LPA) et 1 000 logements publics locatifs (LPL) en faveur du projet de la nouvelle ville de Hassi Messaoud.

Par Samy Y.

Lors de sa visite d'inspection de deux jours au projet de la nouvelle ville de Hassi Messaoud (80 km à l'est de Ouargla), le ministre a précisé qu'«il a été décidé d'attribuer un quota supplémentaire de 1 500 logements LPA et 1 000 LPL en faveur du nouveau pôle urbain, lequel s'ajoute au programme de 2 000 LPL en cours de réalisation dans le même pôle». A cette occasion, le ministre a indiqué que «toutes les conditions sont réunies pour réaliser ce nouveau pôle urbain», soulignant, dans ce sens, que les difficultés enregistrées au niveau de toutes les nouvelles villes du pays ont été évoquées lors de la réunion du Conseil interministériel tenue le 21 juillet dernier, telles que Hassi Messaoud (Ouargla), Sidi Abdellah (Alger), Bouinan (Blida), Ali Mendjeli (Constantine) et Ahmed Zabana (Oran). Une rencontre similaire est prévue dans les prochains jours pour poursuivre l'examen de ce dossier, a fait savoir le ministre qui a ajouté que l'Etat est déterminé à «surmonter toutes les difficultés à même de réaliser ces futurs pôles urbains». A ce propos, le premier responsable du secteur a mis l'accent sur l'importance d'appliquer strictement le Plan d'aménagement de la nouvelle ville de Hassi Messaoud qui a été adopté, appelant les responsables de ce grand projet urbain à «le mettre en œuvre à la lettre». Le ministre a rappelé la nécessité d'encourager l'investissement privé au niveau de ce nouveau pôle urbain à même de concrétiser les différents projets de développement programmés. Au niveau du même site, le ministre a écouté un exposé sur la nouvelle ville



de Hassi Messaoud, où plusieurs projets sont en cours de réalisation, dont un groupe scolaire, un CEM, un lycée, une polyclinique, un centre de formation professionnelle et des structures sécuritaires. Le ministre de l'Habitat a également inspecté, au niveau du nouveau Pôle urbain, plusieurs chantiers en cours de réalisation, dont le projet de 2 000 logements publics locatifs (LPL), de pôle éducatif et de polyclinique. La nouvelle ville de Hassi Messaoud, localisée dans la zone de Oued El-Maraâ, à équidistance d'environ 80 km entre l'actuelle Hassi Messaoud et les villes de Touggourt et

Ouargla, s'étend sur 4 483 hectares, dont des périmètres d'habitation d'une capacité de 80 000 habitants. Une bande verte de 6 km comprenant diverses ressources végétales est aussi en cours de réalisation, selon la fiche technique du projet. La structure et typologie de la nouvelle ville, fonctionnelle à l'horizon 2020, fait ressortir des structures d'accompagnement administratives, universitaires, commerciales, socioculturelles, sportives et religieuses et un grand parc avec structures de loisirs. Le projet de nouvelle ville de Hassi Messaoud sera, selon sa conception initiale, un champ

d'application exemplaire des solutions les plus avancées dans le domaine des énergies renouvelables et du solaire en particulier. Au niveau de la circonscription administrative de Touggourt (160 km au nord de Ouargla), M. Beldjoud a inspecté le projet de réalisation d'un CEM (base-6) au Pôle urbain «Cité El-Mostakbel», où il a écouté un exposé sur le secteur de l'Habitat dans la wilaya, avant d'inspecter le chantier du projet de réalisation de 300 logements par la société de promotion immobilière «Assure-immo», celui du projet de réalisation de 200 logements promotionnels aidés (LPA) et le chantier

du projet de réalisation de 800 logements publics locatifs (LPL). Le ministre poursuivra sa visite à Ouargla par l'inspection d'autres projets de logements dans de nouveaux pôles urbains dans le chef-lieu de wilaya.

S. Y.

## Djelfa Une marche pacifique pour revendiquer la relance du projet du Centre anti-cancer

Des centaines de citoyens de la ville de Djelfa ont organisé une marche pacifique pour revendiquer la relance du projet du centre de lutte contre le cancer, a-t-on constaté. La marche des citoyens a débuté vers 17h à partir du centre-ville en face du siège de la mairie vers la rue principale menant au siège de la wilaya où la majorité des protestataires portaient des gilets jaunes, des ballons de la même couleur et des pancartes sur lesquelles était écrit leur revendication en vue de «mettre fin à la souffrance des malades de cette wilaya et leur épargner les longs déplacements vers les hôpitaux de la capitale et de Blida». Dans une déclaration, l'un des jeunes protestataires, Aziz Bouzekri, a affirmé que «l'objectif de ce sit-in et de cette marche pacifique est de faire parvenir notre voix aux autorités centrales pour répondre à une revendication commune des citoyens de la wilaya concernant l'impératif de relancer le projet de réalisation du Centre de lutte contre le cancer». Un autre jeune a indiqué que «les cris des malades ont fait de cette marche une nécessité pour accomplir le devoir et ne pas fuir la responsabilité d'être à leurs côtés». L'un des malades du cancer a indiqué qu'il souffre depuis dix ans de cette maladie et que «le moment est venu pour mettre fin à la souffrance de tous les malades, notamment les longs déplacements pour se soigner». Ont pris part à cette marche pacifique des anciens députés, des acteurs de la société civile et du mouvement associatif ainsi que des citoyens et des proches des malades, a-t-on indiqué.

A.O./R. R.

## Khenchela

### 8 milliards DA mobilisés pour acheminer l'eau du barrage de Beni Haroun

Une enveloppe financière de l'ordre de 8 milliards DA a été mobilisée pour parachever les travaux d'acheminement des eaux du barrage de Beni Haroun (Mila) vers la plaine de Rmila à Khenchela dans le cadre du projet des grands transferts d'eau, a déclaré à Khenchela le ministre des Ressources en eau, Ali Hammam. «La relance des travaux de ce chantier se fera dans les plus brefs délais afin de mettre fin aux problèmes des agriculteurs de la région liés à l'irrigation de leurs cultures», a précisé le ministre lors de l'inspection du projet de réalisation d'une station de traitement des eaux au niveau du barrage de Taghrist, dans la commune de

Yabous (70 km à l'ouest de Khenchela), au deuxième jour de sa visite dans cette wilaya. Une opération de dragage du barrage Fom El-Kiss, dans la commune de Kais (à 24 km à l'ouest de Khenchela) sera «bientôt» lancée, en prévision, a soutenu M. Hammam, de sa mise en service «prochaine» dans le but de l'exploiter dans l'irrigation des périmètres agricoles, situés dans la plaine de Rmila. Le ministre a également relevé que son département assurera le parachèvement des travaux de réalisation des barrages d'El Ouedja, 76 km au sud du chef-lieu de wilaya, «au cours de l'année 2020», ainsi que l'ouvrage hydraulique

Rekhoucha, dans la commune de Chechar, et celui de Bouhama, dont le dossier est «en cours d'étude». De plus, une enveloppe financière de 500 millions DA a été allouée à la wilaya de Khenchela pour la réalisation de plusieurs projets de rénovation, de réhabilitation et d'extension du réseau d'eau potable à travers plusieurs communes, a déclaré le ministre, soulignant que l'opération sera financée par le Fonds national de l'eau relevé que son département assurera le parachèvement des travaux de réalisation des barrages d'El Ouedja, 76 km au sud du chef-lieu de wilaya, «au cours de l'année 2020», ainsi que l'ouvrage hydraulique

Dans ce contexte, Ali Hammam a soutenu qu'il procédera personnellement à «l'annulation des certificats de qualification de ces entreprises, en cas du non-respect des délais de réalisation précisés dans le cahier des charges». Au cours du deuxième jour de sa visite de travail à Khenchela, le ministre des Ressources en eau a mis en service une station de pompage d'eau potable dans la commune de Kais, 24 km à l'ouest de Khenchela, ayant nécessité, avec le projet de réhabilitation du réseau de distribution d'eau potable dans cette collectivité locale, un investissement de l'ordre de 600 millions de dinars.

Nassima A./APS



Libye

# Un aéroport civil «sérieusement» endommagé par des raids des troupes de Haftar

■ Les raids menés vendredi par les troupes du général à la retraite Khalifa Haftar contre un aéroport civil dans l'ouest du pays ont sérieusement endommagé l'infrastructure, a dénoncé la Mission d'appui de l'ONU en Libye (Manul), ont rapporté hier des médias locaux.

Par Sara B.

Les troupes de Khalifa Haftar ont déclaré avoir bombardé à deux reprises deux aéroports sous contrôle du Gouvernement d'union nationale (GNA) dans le nord de la Libye, à savoir l'aérodrome de Zouara (120 km à l'ouest de Tripoli) et Mitiga, le seul fonctionnel de la capitale, arguant avoir ciblé des hangars d'avions et de drones turcs. La mission de l'ONU en Libye a souligné, dans un communiqué, avoir visité l'aéroport de Zouara et n'avoir trouvé aucun moyen, ni aucune installation militaire dans cette infrastructure. «La mission réitère sa condamnation des attaques aériennes menées par les troupes de Khalifa Haftar contre l'aéroport de Zouara, qui ont causé de graves dommages à l'infrastructure de l'aéroport, y compris la piste d'atterrissage», a souligné le communiqué de la Manul. Selon des médias locaux, les troupes de Haftar ont lancé des frappes aériennes, samedi soir, visant une base aérienne à Misrata, dans l'ouest de la Libye. Les forces du Gouvernement d'union nationale, reconnu par la communauté internationale, ont indiqué samedi qu'au moins un membre de la Protection civile a été blessé lors du raid contre l'aérodrome de Zouara, alors que la direction de



l'aéroport de Mitiga a fait état, quant à elle, de tirs de roquettes contre la piste de l'aéroport. «Des missiles de type Grad lancés par les milices du général Haftar ont visé des employés de la société de services aéroportuaires de Mitiga. (...) Deux d'entre eux ont été blessés», ont fait savoir les services du GNA, précisant que les vols ont ainsi

été suspendus temporairement, ceux devant atterrir à Mitiga ayant été déviés vers Misrata, à 200 km à l'est de Tripoli. La Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) avait déploré, vendredi, «les attaques systématiques de plus en plus nombreuses contre des aéroports de l'ouest de la Libye, notamment ceux de Zouara et de

Mitiga». «Ces attaques mettent en danger la vie de milliers de voyageurs civils, y compris du personnel de l'ONU et des travailleurs humanitaires», a précisé la Mission sur son site. Les troupes de Khalifa Haftar ont lancé le 4 avril dernier une offensive pour conquérir Tripoli. Après plus de quatre mois d'affrontements meurtriers, ses

troupes, freinées par les forces appuyant le GNA, n'ont guère avancé, restant aux abords de la capitale. Selon le dernier bilan de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les combats aux abords de Tripoli ont fait 1 093 morts et 5 752 blessés depuis le 4 avril ainsi que plus de 120 000 déplacés.

S. B./APS

Tunisie

## Progression du volume des exportations de fruits de près de 29%

Le volume des exportations tunisiennes en fruits ont affiché une croissance de 28,8% durant les 8 premiers mois de 2019, par rapport à la même période de 2018, a indiqué le Groupement interprofessionnel des Fruits (GIFruits). Le rapport de GIFruits sur la situation des exportations des fruits du 2 janvier 2019 au 5 août 2019, publié par l'Observatoire national de l'agriculture, révèle que les quantités des fruits exportées, jusqu'au 5 août, se sont accrues de 28,8 % pour atteindre 27 353 tonnes, contre 21 233 tonnes à la même période de l'année précédente. La valeur de ces exportations a augmenté de 14,4% atteignant 62,9 millions de dinars (MD), contre 55,01 MD au cours de la même période de la saison écoulée. (1 dinar tunisien = 0,320 euro). Cette augmentation a été tirée principalement par les exportations des pastèques au marché Italien qui arrivent en tête des fruits exportés avec 11 494 tonnes contre 8 123 tonnes en 2018. La pêche représente le produit le plus commercialisé vers le marché libyen. Ses exportations en

termes de volume ont connu un léger retrait de 3%, soit 6 637 tonnes contre 6 837 tonnes réalisées durant la saison 2017-2018 et une légère progression de 1% en termes de valeur. Le volume des exportations des melons et des amandes ont connu une nette croissance au cours de cette campagne, soit respectivement 1 538 tonnes contre 234 tonnes l'année écoulée et 1 007 tonnes contre 131

tonnes en 2018. Ce qui génère, en termes de valeur, une progression de 237% pour les melons et de 450% pour les amandes. Le volume d'exportation des abricots est passé de 2 238 tonnes en 2018 à 2 677 tonnes en 2019, enregistrant ainsi une augmentation de 439 tonnes. Cependant les exportations de certains produits ont baissé en termes de valeur, à l'instar des raisins (-43%), la

figue de Barbarie (-19%), les framboises (-10%) et les nectarines (-2%). Les exportations tunisiennes des fruits se répartissent sur 25 destinations. La Libye demeure le premier destinataire des fruits tunisiens durant les 8 premiers mois de 2019 avec 42% de part de marché en termes de valeur et 55% en termes de quantité. Elle a importé, durant ces 8 mois, pour une valeur de 26 657 MD, soit

une augmentation de 47,2% comparée à l'année dernière. L'Italie arrive en deuxième position avec une part de 22% en termes de volume et 12% en termes de valeur. Toutefois, les exportations ont baissé en termes de valeur de 37,5% vers le Qatar, de 37,4% vers les Etats-Unis, de 10% vers la Koweït et de 4% vers la France

Mauritanie

## Le pays attend toujours le retour de la pluie

DEPUIS le début de la saison pluvieuse le 13 juillet dernier, aucune précipitation n'a été enregistrée dans 7 des 13 régions du pays. Une situation née des changements climatiques, selon les services météorologiques mauritaniens. L'hivernage tarde à s'installer en Mauritanie. Les premières pluies ont été enregistrées tardivement à la mi-juillet dans certaines régions de l'est et du sud-est. Une situation préoccupante, selon les services de la météorologie qui pointent les longues pauses observées entre deux précipitations. «Après le démarrage [des pluies], il y a eu encore une pause, explique Coulibaly Hamidou, directeur adjoint de l'Office national de la météorologie. On avait prévu que ces pauses allaient être de nature anormalement longue. Effectivement, elles ont été très longues. Donc c'est ce qui a provoqué un retard dans le développement du tapis herbagé. Certaines zones ont quand même reçu de premières précipitations au mois de juillet». Ces interruptions de pluies sont nées des changements climatiques, d'où l'inquiétude des spécialistes de la météo. «La situation pluviométrique cette année commence à être un peu inquiétante, confie Coulibaly Namidou. Non seulement en termes de date du début de la saison, mais aussi en termes de cumul pluviométrique. Parce que si nous prenons l'exemple du poste pluviométrique de Sélibaby, d'habitude en cette période-là, il franchit quand même les 200 millimètres. Actuellement, ce poste est à moins de 150 millimètres». Les Mauritaniens ont organisé vendredi des prières pour un hivernage pluvieux dans toutes les mosquées du pays, à la demande du gouvernement. Ce sont des pratiques courantes dans les pays musulmans.

R. M.

## Mort d'une pèlerine portant à 4 le nombre des décès

Le ministère des Affaires religieuses a annoncé un nouveau décès, hier, dans les lieux saints, parmi les pèlerins tunisiens qui effectuent les rites du pèlerinage, portant à 4 le nombre des morts. C'est une femme, originaire de la délégation de Djerba gouvernorat de Médénine, veuve d'un pèlerin mort quelques heures plus tôt, samedi soir, a précisé la même source. Deux autres pèlerins, originaires du gouvernorat de Nabeul, sont décédés lors de l'accomplissement des rites du pèlerinage, rappelle-t-on.

Farid M.



## Afghanistan

# Un kamikaze de l'EI fait 63 morts lors d'un mariage à Kaboul

■ Un attentat kamikaze revendiqué par l'État islamique (EI) a fait au moins 63 morts et blessé 182 personnes samedi soir, lors des festivités autour d'un mariage à Kaboul, au moment où la population afghane espère un accord imminent entre États-Unis et talibans.

Par Rosa C.

«**P**armi les victimes il y a des femmes et des enfants», a affirmé le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Nasrat Rahimi, selon lequel l'attentat est l'œuvre d'un «kamikaze». «Les participants dansaient et faisaient la fête quand l'explosion s'est produite peu avant 23h00 (18h30 GMT)», a témoigné un invité blessé par des éclats aux bras et à l'abdomen. «C'était le chaos, une scène de massacre et de carnage», a dit d'une voix tremblante un autre blessé de 22 ans, interrogé sur son lit d'hôpital par l'AFP. Selon Hameed Quresh, qui a perdu un de ses frères dans l'explosion, plus de 1 000 personnes participaient aux festivités. Les mariages en Afghanistan réunissent plusieurs centaines d'invités, réunis dans la capitale dans de grands complexes en

périphérie de Kaboul, où hommes et femmes, généralement séparés dans deux salles différentes, dînent puis dansent au son d'un groupe de musique. Les talibans, qui livrent une guerre d'insurrection depuis qu'ils ont été chassés du pouvoir en 2001 par une coalition menée par les États-Unis, ont rapidement nié toute implication. L'attentat a été revendiqué hier après-midi par la branche afghane de l'EI. «Le frère kamikaze (...) a réussi à atteindre un grand regroupement d'apostats», a écrit le groupe djihadiste sur son compte Telegram. L'EI, des islamistes radicaux sunnites, a pris à plusieurs reprises pour cible la communauté chiite d'Afghanistan, dont les familles des mariés faisaient partie. «Les talibans ne peuvent s'exonérer de tout blâme car ils servent de plate-forme aux terroristes», a

réagi le président Ashraf Ghani, qualifiant l'attentat de «barbare» alors qu'il s'apprête à célébrer aujourd'hui le centenaire de l'indépendance afghane vis-à-vis de l'influence britannique. «Ils ont changé mon bonheur en chagrin. J'ai perdu mon frère, mes amis, ma famille. Je ne pourrai plus jamais être heureux», a témoigné auprès de la télévision locale le marié, prénommé Mirwais. «Hier après-midi, les invités sont venus à mon mariage avec des visages souriants, le soir, on sortait leurs corps de la salle de mariage», s'est-il désolé, indiquant que sa femme «ne cesse de s'évanouir». Au petit matin, dans la salle aux vitres soufflées et au plafond effondré, témoins de la violence de l'explosion, le sol était maculé de sang, selon un photographe de l'AFP. Des chaussures laissées là dans la panique étaient empilées devant l'entrée. Des enterrements étaient immédiatement organisés dans les cimetières de la ville, selon des images de la télévision locale montrant des proches mettant en terre 14 membres d'une même famille. De nombreux messages de condamnations



PH. > D. R.

ont afflué des ambassades présentes en Afghanistan, des missions de l'Otan et de l'ONU. Le chef de l'exécutif Abdullah Abdullah a déclaré que «cette attaque odieuse et inhumaine est bien un crime contre l'humanité». «Il est tout aussi douloureux de voir le monde fermer les yeux alors que cette souffrance insupportable de notre peuple aux mains des terroristes est largement ignorée au-delà des frontières», a réagi sur Twitter le chef de cabinet des services secrets afghans, Rafi Fazil. L'attentat de

samedi est survenu alors que la population afghane, exaspérée par la violence aveugle, espère la conclusion d'un accord entre les États-Unis et les talibans qui ouvrirait la voie à des négociations de paix entre le gouvernement afghan et le groupe insurgé. Plusieurs sources américaines laissaient entendre ces derniers jours qu'un accord pourrait être imminent, mais certains points restent à régler.

R. C.



## Commentaire

Rentrée

Par Fouzia Mahmoudi

**E**n France, la crise des «gilets jaunes» se poursuit discrètement même si les médias assurent depuis quelques semaines que le mouvement est «mort». Un mouvement qui aura toutefois réussi à ébranler le gouvernement d'Emmanuel Macron, même si ce dernier a opté pour la fermeté absolue et l'absence de concessions. A l'occasion de la commémoration des 75 ans de la libération de Bormes-les-Mimosas, dans le Var, le président français a lancé un appel aux Français à se «réconcilier» après les «moments difficiles» des derniers mois. Macron a aussi fustigé «l'esprit de résignation et les petits abandons». «Notre pays parfois se divise et nous avons vécu ces derniers mois des moments difficiles de division, parfois de violence, dont il nous faut savoir sortir. Il y a parfois des bonnes raisons d'être en désaccord et il faut les respecter, il y en a d'autres que l'on peut contester, il faut savoir toutefois les entendre», a déclaré le chef d'État. «Mais il ne faut jamais oublier que, quels que soient les désaccords, aux grands moments de notre histoire nous avons su nous réconcilier pour avancer», a-t-il ajouté, louant à plusieurs reprises «l'héroïsme» des résistants et des soldats qui ont participé à la Libération. «Je crois très profondément que ce que notre pays, notre continent sans doute, et le monde occidental traversent aujourd'hui est une crise profonde de doute, [...] mais réside aussi parfois dans l'oubli du courage, dans l'esprit de résignation, dans les petits abandons», a poursuivi le chef de l'exécutif. «Ce qui porte notre pays ce sont ces siècles de bravoure, c'est cette force d'âme, c'est cet esprit de résistance. C'est ce fait qu'il n'y a rien en France au-dessus de la liberté et de la dignité de chacun, cet amour de la France, c'est ce qui doit nous réconcilier», a-t-il conclu. Emmanuel Macron, qui a passé ses congés au fort de Brégançon, dans la commune de Bormes-les-Mimosas, s'exprimait devant son maire, des élus locaux, d'anciens combattants et quelque 200 à 300 invités. Demain, marquera sa véritable rentrée politique et diplomatique avec une rencontre avec Vladimir Poutine à Brégançon, cruciale avant le G7 du week-end prochain. Macron devrait également recevoir dans la semaine le Premier ministre britannique Boris Johnson pour parler du Brexit. Mercredi, il assistera au Conseil des ministres de rentrée, où il devrait exhorter son gouvernement à tenir le cap de ses réformes, dont les deux dossiers phares de l'automne, la loi sur l'extension de la PMA à toutes les femmes et les retraites. Quant aux revendications des «gilets jaunes», qui sont encore quelques milliers à sortir chaque samedi, elles semblent bel et bien oubliées ainsi que le Grand débat auquel avait pourtant activement participé Macron. Reste à savoir combien de temps les «gilets jaunes» les plus chevronnés tiendront encore alors que le gouvernement est aujourd'hui passé à autre chose et prépare de nouvelles réformes qui risquent, à l'instar de la réforme des retraites, de remettre le feu aux poudres. **F. M.**

## Proche-Orient

### Trois Palestiniens tués à Ghaza après une salve de roquettes sur Israël

**T**rois Palestiniens ont été tués par des soldats israéliens dans le nord de la bande de Ghaza, après une première série de tirs de roquettes en plus d'un mois en provenance de l'enclave, selon le ministère de la Santé à Ghaza. Dans la nuit de samedi à hier, trois roquettes ont été tirées à partir de la bande de Ghaza, contrôlée par le mouvement armé palestinien Hamas, en direction d'Israël, a rapporté l'armée israélienne. Deux des trois roquettes ont été interceptées par le dispositif antimissile israélien «Dôme de fer» et des fragments de roquettes se sont abattus sur une résidence de Sdérot, ville située à quelques kilomètres à l'est de la bande de Ghaza, selon l'armée et la police israéliennes. Personne n'a été directement blessé par ces fragments de roquettes, mais quatre civils ont été traités pour des «crises de panique», dont une dame de 76 ans évacuée à l'hôpital, d'après les secours israéliens. En représailles à ces frappes, l'armée israélienne a annoncé avoir tiré à partir d'un hélicoptère et d'un char en direction de «suspects armés de Ghaza s'approchant de la barrière» séparant Israël de l'enclave palestinienne. Le ministère de la Santé à Ghaza a dénombré hier matin trois morts dans ces frappes israéliennes : Mahmoud

Adel al-Walaydeh, 24 ans, Mohamed Farid Abou Namous, 27 ans, et Mohamed Samir al-Taramsi, 26 ans. Les trois corps, ainsi qu'un blessé, ont été transportés à l'hôpital indonésien de Ghaza, selon le ministère. Ni le Hamas, ni son allié, le Jihad islamique, n'ont revendiqué l'opération. Le porte-parole du mouvement islamiste à la tête de Ghaza a toutefois prévenu dans un communiqué que «la poursuite des crimes et du blocus injuste de Ghaza (par Israël)» mènerait à une «escalade» et ferait «exploser la situation». Dans la nuit de vendredi à samedi, une première roquette avait été interceptée par le bouclier antimissile israélien. Ce tir était le premier du genre depuis le 12 juillet en provenance de Ghaza, où vivent environ deux millions de Palestiniens. En représailles, un avion de combat israélien avait frappé samedi au moins trois cibles dans la bande de Ghaza, selon une source de sécurité palestinienne. L'armée israélienne a pour sa part fait état de deux frappes contre des «cibles souterraines» du Hamas dans le nord et dans le centre de l'enclave. Si ces tirs de roquettes sont les premiers depuis mi-juillet, ils surviennent toutefois au terme d'une dizaine de journées de tensions dans l'enclave contrôlée depuis 2007 par le Hamas, ennemi d'Israël. La

semaine dernière, Israël avait annoncé avoir déjoué une attaque «importante» à sa frontière avec Ghaza en tuant quatre Palestiniens en «uniformes», munis de fusils d'assaut, de lance-roquettes et de grenades et qui tentaient de s'infiltrer côté israélien. Le Hamas n'avait pas revendiqué cette tentative d'infiltration et les autorités israéliennes n'ont pas précisé l'allégeance de ce commando présumé. Mais ils ont imputé, comme de coutume, la responsabilité au mouvement islamiste qui contrôle Ghaza. Le Hamas et Israël se sont livrés trois guerres depuis 2008. Depuis mars 2018, la bande de Ghaza est le théâtre le long de la barrière frontalière avec Israël de protestations hebdomadaires généralement accompagnées de violences, pour réclamer notamment la levée du strict blocus israélien imposé depuis plus de dix ans à l'enclave. Au moins 305 Palestiniens ont été tués depuis mars par des tirs israéliens, pour la grande majorité lors des heurts qui accompagnent ces rassemblements. D'autres sont morts dans des frappes israéliennes, en représailles à des actes hostiles en provenance de l'enclave. Sept Israéliens ont été tués dans le cadre de ces violences.



Festival de cinéma de Douarnenez

## Les femmes à l'honneur

■ Depuis 42 ans, le Festival de cinéma de Douarnenez part à la rencontre des pays et des cultures en proposant une programmation originale et frondeuse. Pour cette année, il braque son regard sur l'Algérie. Au cœur de la programmation, la place, le rôle et le quotidien des femmes dans la société.

Par Abia Selles

Le Festival de Douarnenez (Finistère), baptisé cette année «Algériennes, Algériens», met le cap sur l'Algérie, avec une sélection de 35 films locaux, des rencontres, débats, expositions et projections en plein air. L'objectif étant de mettre en avant ses habitants et soulever la question de la place de la femme algérienne dans la société. Un point qui aura été prépondérant dans les choix de Virginie Pouchard, programmatrice, et Christian Ryo, directeur, concernant la sélection des films. Les deux responsables ont été frappés, disent-ils, au moment de l'élaboration de la programmation, par le manque flagrant de réalisatrices algériennes aujourd'hui. Le rôle des femmes dans l'évolution de la



société est une thématique revenant souvent dans le cinéma algérien comme ce fut le cas avec le documentaire «Résistante» de Fatima Sissani, qui dresse le portrait de trois

femmes engagées dans la guerre d'indépendance en Algérie, et le film «Papicha» de Mounia Meddour, présenté lors du dernier Festival de Cannes, lorsque la cinéaste a placé son intrigue dans les années 1990, où une étudiante passionnée de mode se bat pour sa liberté, dans un pays où la situation politique et sociale se dégrade. Et cette édition du Festival de Douarnenez intervient dans un moment assez particulier avec le soulèvement populaire dans le pays depuis le 22 février. Dans ce hirik, une partie «féministe» a pris une place importante en exprimant ses revendications, visant à mettre la femme dans une situation encore plus solide dans la société. La réalisatrice Bahïa Bencheikh-El-Fegoun, invitée du festival, juge que le combat pour les droits des femmes est universel. «Mon dernier long métrage, «Fragments de rêves», qui évoquant le parcours d'activistes algériens entre 2011 et 2012, a été interdit de diffusion aux dernières Rencontres cinématographiques de Béjaïa, en septembre 2018 en raison de son propos qui dérange. Mais après le 22 février, nous avons décidé de braver la censure, car ce film retrace la genèse de ce qu'il se passe aujourd'hui en Algérie. On retrouve les mêmes slogans, les mêmes mots. C'est important qu'il soit diffusé pour que les choses bougent», explique Bahïa Bencheikh-El-Fegoun. Ce festival, qui se poursuit jusqu'au 24 du mois courant, s'appuie sur une cinématographie très riche, une littérature puissante, une effervescence créatrice et beaucoup d'espoir.

A. S.

## Festival de Locarno

## Hassen Ferhani doublement primé

Le cinéaste algérien Hassen Ferhani a reçu samedi le «Prix du meilleur réalisateur émergent» et celui du «Jury junior» du 72<sup>e</sup> Festival international du film de Locarno (sud-est de la Suisse) pour son film «143, rue du désert», annoncent les organisateurs. Premier long métrage de Hassen Ferhani, «143, rue du désert» a été présenté en avant-

première mondiale lors de cet événement. Il était en compétition dans la section «Cinéastes du présent», deuxième plus importante section de ce festival qui a pris fin samedi soir. D'une durée de 100mn, ce film, une production algéro-franco-qatarie, raconte l'histoire de Malika, gérante d'un modeste restaurant sur la route du désert, aux fins

fonds du Sahara algérien, où viennent se ravitailler routiers, aventuriers et autres voyageurs. Hassen Ferhani avait réalisé en 2016, «Fi rassi rond-point» (Dans ma tête un rond-point), un documentaire primé en Algérie et dans des festivals internationaux tenus en Tunisie, en Italie et en France où il a reçu de nombreux prix. Le cinéaste portugais Pedro

Costa a quant à lui remporté le Léopard de la meilleure réalisation pour son film «Vitalina Varela» en compétition internationale. 17 films de différents pays étaient en compétition depuis le 7 août pour cette édition 2019 du festival de Locarno qui a choisi de mettre à l'honneur le cinéma de l'Asie du Sud-Est (Indonésie, Philippines et Laos). K. B.

## Il remonte l'histoire de la ville de Dellys

## Le documentaire «Tideles» projeté en avant-première à Alger

Un voyage à travers l'histoire de la ville de Dellys, sa culture et son patrimoine a été proposé samedi soir au public algérois par le réalisateur Salah Boufella à la faveur de la projection en avant-première de son film documentaire «Tideles, une ville millénaire». D'une durée de 90 mn ce film produit par «Play film», avec le soutien du ministère de la Culture et celui de l'Assemblée populaire de la wilaya de Boumerdès, a été projeté en plein air au Centre des arts du Palais des rais-Bastion 23. «Tideles, une ville millénaire» remonte l'histoire de cette ville côtière, située à 100km à l'est d'Alger, depuis les comptoirs phéniciens jusqu'à l'époque coloniale française en passant par l'ère romaine, la période islamique et la régence ottomane en puis-

sant dans différents écrits historiques. Le film s'appuie essentiellement sur des entretiens avec différents universitaires dont la paléontologue Yasmina Chaid-Saoudi qui a fait le point sur les particularités géologiques de la région et les plus anciennes présences humaines attestées et l'universitaire Ismail Bennaâmane, spécialiste de l'histoire arabo-musulmane qui a remonté cinq siècles d'histoire de la ville. Les écrits historiques et correspondances ayant cité la ville de Dellys à la période de la Reconquête et lors des campagnes espagnoles sur cette cité portuaire sont aussi largement développés par l'universitaire Nouredine Châabani. Le réalisateur a également mis l'accent sur le riche patrimoine subaquatique de Dellys en propo-

sant quelques séquences filmées sous l'eau avec le concours des plongeurs de l'Association «Delphine». Il évoque également la vieille Casbah de Dellys et le mode de vie de ces habitants grâce à des témoignages et avis d'architectes, historiens et habitants. En plus des témoignages le film s'appuie également sur des manuscrits, des cartes géographiques, des reconstitutions et des images aériennes de la ville. Cependant ce documentaire a été projeté dans des conditions techniques approximatives sur un écran gonflable. Salah Boufella avait réalisé en 2017 le long métrage de fiction «Les ombres de la vérité».

R. C.

## AGEND'ART

- Hôtel Méridien d'Oran Samedi 24 août à 22h : Concert de Manal Gherbi.
- Stade du 20-Août (Alger) Le 22 août : L'Onda organise un concert de Soolking.
- Opéra d'Alger Boualem-Bessaih (Ouled Fayet, Alger) Mercredi 21 août à partir de 21h : Concert musical animé par le chanteur Djiam.
- Esplanade du port d'Azeffoun (Tizi-Ouzou) Vendredi 23 août à 20h : Concert de Mohamed Allaoua. Billets disponibles à partir du 20 août au port d'Azeffoun. Prix : 500 Da.
- Musée d'art moderne d'Oran Jusqu'au 31 août : Exposition de l'artiste Rahim Sadek.
- Galerie d'arts Le Paon (Centre des arts de Riadh El-feth, niveau 104, local B32, El-Madania, Alger) Du 21 septembre au 20 octobre : Exposition «Convergence» de l'artiste Mohamed Krour. Vernissage le samedi 21 septembre à partir de 15h





Ligue 1 (2<sup>e</sup> journée)  
**L'USMA en danger**

**LES CLUBS** engagés en coupes africains disputeront des matchs avancés comptant pour la deuxième journée de la Ligue 1. Ainsi, le champion sortant, l'USM Alger, qui avait remporté son premier succès lors du premier choc de la saison face à l'ESS, jouera un autre match très difficile face au CS Constantine. Les Rouge et Noir risquent gros lors de ce déplacement tant les Sanafirs veulent se reprendre après la première défaite face à la JSS. De son côté, le Mouloudia d'Alger, qui a fait des dépenses extravagantes lors du mercato et qui a surtout déçu ses fans lors de la 1<sup>re</sup> journée, doivent se ressaisir lors de cette journée dans ce derby qui l'opposera au Paradou AC. Toutefois, il devra faire très attention à cette équipe du Paradou qui ne se laissera pas faire et qui souhaite aussi remporter sa première victoire de la saison après avoir été battue par l'USB. La JS Kabylie, quant à elle, n'a pas le

droit à l'erreur en recevant l'US Biskra à domicile après un nul décevant face au NAHD qui a pourtant été remanié à près de 100%. Toutefois, les Biksris ne se déplaceront pas en victime et feront tout leur possible pour revenir au moins avec le point du nul. Enfin, le CR Belouizdad et après le nul à l'extérieur face au CA Bordj Bou Arreridj souhaite confirmer maintenant à domicile face au NC Magra. Les gars de Lâkiba qui reçoivent le promu en L1 au stade du 5-Juillet auront fort à faire et se doivent d'être au rendez-vous pour bien se positionner dans la course pour une place sur le podium cette saison, surtout avec les gros moyens mis en place par la direction du club.

M.M.

**LE PROGRAMME :**

- Lundi 19 août :
- PAC-MCA (20h30)
- JSK-USB (21h)
- CRB-NCM (21h)
- CSC-USMA (21h)

Ligue 1 (1<sup>re</sup> journée)  
**Le MCO bat l'USMBA**

**LE MC ORAN** s'est imposé samedi soir face à l'USM Bel-Abbès 3 à 1 (mi-temps : 1-0), en match disputé au stade Ahmad-Zabana, en clôture de la 1<sup>re</sup> journée du championnat de Ligue 1 de football. Les Oranais ont ouvert le score à la 18<sup>e</sup> minute grâce à un penalty transformé par Mansouri, avant que les visiteurs n'égalisent en seconde période par Belhocini, également sur penalty (49'). Le MCO a repris l'avantage par l'entremise de Masmoudi (58') sur un retourné acrobatique. Guertli a surgi à la 68<sup>e</sup> minute pour inscrire le troisième but et mettre son équipe à l'abri. Dans les principaux résultats de cette journée inaugurale, l'USM Alger, champion sortant, a réussi ses débuts en s'imposant à domicile face à l'ES Sétif (2-1), alors que la JS Kabylie, vice-champion d'Algérie, s'est contentée du point du match nul en déplacement face au NA Hussein-Dey (0-0). Le MC Alger et le CR Belouizdad, considérés comme des favoris en puissance pour succéder à l'USMA, n'ont pas fait mieux qu'un match nul. Le Mouloudia a été tenu en échec à domicile face à l'AS Aïn M'illa (1-1). De son côté, le Chabab a été accroché à Béjaïa par le CABB Arreridj (1-1). La 2<sup>e</sup> journée de la compétition débutera aujourd'hui 19 août avec quatre matchs au menu, avant de reprendre ses droits le samedi 24 août. Le match AS Aïn M'illa - JS Saoura est reporté à une date ultérieure, en raison de l'engagement de la JSS au tournoi préliminaire de la Coupe arabe des clubs prévu à Casablanca (Maroc) du 19 au 25 août.

JS Kabylie

**Cherif Mellal ne partira pas**

**LE PRÉSIDENT** de la JS Kabylie, Cherif Mellal, a démenti, samedi à Tizi-Ouzou, lors d'une conférence de presse, les informations faisant état de son «intention de quitter la direction du club», tout en affichant son optimisme pour la nouvelle saison. Ce disant «très affecté» par les incidents survenus lors de la rencontre de la Ligue des champions d'Afrique face à Al Merreikh soudanais (1-0) à Béjaïa où la direction du club et les joueurs ont été pris à partie par des supporters, Mellal a, toutefois, nié toute intention de «démissionner de la présidence du club». «Ce qui s'est passé à Béjaïa était inacceptable, mais à aucun moment je n'ai évoqué ma démission ni autorisé personne à parler en mon nom», a-t-il indiqué, accusant «des parties

bien connues» d'être derrière ces rumeurs et de vouloir briser la JSK, promettant «des révélations» après le match retour contre Al Merreikh. Revenant sur l'empêchement de supporters du club d'accéder au stade lors de la rencontre de jeudi dernier face au NA Hussein-Dey pour le compte de la première journée du championnat Ligue 1, Mellal a assuré qu'une commission sera mise sur pied pour s'occuper prochainement de cet aspect. «Nous allons installer une commission qui se chargera de cet aspect lors des prochaines rencontres et qui saisira l'ensemble des clubs pour s'entendre d'avance sur le nombre de billets qui seront réservés au club pour mieux nous organiser», a-t-il affirmé.

Jeux africains 2019

**Les judokas cassent la baraque, les haltérophiles décidés à briller**

■ Nos athlètes ont brillé dès la première journée des Jeux africains qui se déroulent depuis avant hier au Palais des sports Moulay-Abdallah de Rabat (Maroc), avec pratiquement un sans faute pour nos judokas qui ont décroché pas moins de neuf médailles, dont deux en vermeil.



Les judokas réussissent leur entame des JA

Par Mahfoud M.

**L**es médailles de or algériennes ont été remportées par Waeil Ezzine (-66 kg) et Faiza Aissahine (-52 kg), alors que Amina Belkadi (-63 kg) et Yamina Halata (-57 kg) ont pris l'argent après leurs défaites en finales de leurs catégories respectives. Les breloques en bronze sont revenues à Boubekur Rebahi (-66 kg), Salim Rebahi (-60 kg), Imadeddine Cherouk (-81 kg), Meriem Moussa (-52 kg), et Hadjer Mecerem (-48 kg). Toutefois, même si les judokas ont eu l'honneur de débiter ces jeux, il faut savoir que ces joutes s'ouvriront officiellement aujourd'hui, lundi. Pour ce qui est des autres disciplines présentes, il faut savoir que les Algériens sont décidés à briller et à décrocher des médailles, comme c'est le cas des haltérophiles et athlètes de badminton.

L'haltérophilie algérienne prendra part, ainsi, à ces jeux

avec 10 athlètes, avec l'objectif de ramener «un maximum de médailles» et engranger des points en vue des Jeux olympiques (JO) Tokyo-2020, selon les pronostics de la Fédération algérienne de la discipline (FAH). «Le rendez-vous africain est un des objectifs principaux de la fédération et pour lequel on a choisi les athlètes sur la base de leurs performances et forme. On estime qu'ils sont aptes à défendre les couleurs nationales et réaliser les pronostics établis et remis à la tutelle», a déclaré le directeur technique national (DTN), Djamel Aggoun, révélant que le nombre de médailles visé est de dix, entre argent et bronze.

De son côté, la sélection nationale de badminton mise sur trois médailles (deux argent et une bronze) lors de sa participation à cette compétition, selon le président de la Fédération algérienne de la discipline (FABA), Amine Zoubiri. «Notre objectif est

de récolter au moins trois médailles, deux argent et une bronze. Nous ne voulons pas trop nous avancer sur une éventuelle médaille d'or, à cause du facteur arbitrage et tant que nous n'avons pas les résultats du tirage au sort», a déclaré Zoubiri. L'Algérie prend part aux JA-2019 avec neuf badistes, dont quatre filles, sous la houlette d'un staff technique conduit par Fateh Betahar.

De son côté, l'entraîneur national Idir Mahlous a estimé que la mission des badistes algériens s'annonce «difficile», en présence des meilleures nations africaines. «Le manque de compétition risque de nous handicaper, puisque nous n'avons participé qu'à quelques compétitions importantes, notamment les Championnats d'Afrique au Nigeria (avril 2019), où nous avons décroché deux médailles d'or en double (messieurs et mixte)», a-t-il souligné.

M. M.

Al-Shabab (Arabie saoudite)

**Benlameri réclame une revalorisation salariale**

**L**e défenseur international algérien d'Al-Shabab (Div.1 saoudienne de football) Djamel-Eddine Benlameri a boycotté la séance d'entraînement du vendredi, réclamant une revalorisation salariale, rapporte samedi le quotidien sportif local «Arriyadiyah». Le joueur algérien a réintégré le groupe jeudi après avoir bénéficié de quelques jours de repos supplémentaires. La direction du club l'a même honoré jeudi soir avant le début de la séance d'entraînement, moins d'un mois après avoir remporté la CAN-2019 avec

l'équipe nationale en Egypte. L'ancien joueur de l'ES Sétif, dont le contrat avec le club saoudien court encore jusqu'en 2021, touche un salaire annuel de 1,2

million de dollars. Il a refusé de s'entraîner vendredi, menaçant de quitter Al-Shabab si ses doléances ne seront pas acceptées, selon «Arriyadiyah».

Championnats d'Afrique d'athlétisme seniors  
**Alger organisera le rendez-vous en 2020**

**LA 22<sup>e</sup> ÉDITION** des Championnats d'Afrique d'athlétisme seniors se déroulera du 24 au 28 juin 2020 à Alger, a annoncé ce samedi le président de la Confédération africaine de la discipline, le Camerounais Kalkaba Malboum. Prévue initialement à Oran, cette 22<sup>e</sup> édition se tiendra finalement à Alger, a indiqué Kalkaba Malboum sur son compte Twitter. La dernière édition des Championnats d'Afrique d'athlétisme s'était déroulée en 2018 à Asaba, au Nigeria.



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tunisie

## Déraillement du train venant de Dahmani vers Tunis, sans enregistrer de victimes

UN ACCIDENT est survenu, hier matin, au niveau de la région El Krib, gouvernorat tunisien de Siliana, sans enregistrer de victimes, a rapporté l'agence TAP. La même source a précisé qu'il s'agit du «déraillement du train venant de Dahmani vers Tunis». Selon une source de la

Garde nationale tunisienne, «les efforts sont déployés, actuellement, en vue de remettre le train sur la voie ferrée». La même source, a précisé à l'agence TAP, que c'est la deuxième locomotive qui a déraillé.

R. N.

Oran

## Les gardes-côtes interceptent 26 candidats à l'émigration clandestine

VINGT-SIX candidats à l'émigration clandestine ont été interceptés dans la matinée du dimanche dans deux opérations distinctes au Nord-ouest de Cap Falcon (Aïn El Turck) par les unités du groupement territorial des gardes-côtes d'Oran, a fait savoir ce corps de sécurité. La première opération concerne 12 candidats à l'émigration clandestine, parmi eux 3 femmes et une mineure âgée de 9 ans, qui étaient à bord d'une embarcation de plaisance en polyester avec un moteur. Ils ont été interceptés à 7 miles au Nord-ouest

de Cap Falcon (Aïn El Turck), a précisé la même source. La deuxième opération a également mis en échec une tentative d'émigration clandestine d'un groupe de 14 «harraga» à bord d'une embarcation dotée d'un moteur. Ils ont été interceptés à 16 miles au nord de Cap Falcon par les garde-côtes en patrouille en mer. Ces 26 candidats à l'émigration clandestine ont été tous remis à la Gendarmerie nationale après les formalités d'usage, a fait savoir la même source.

Farouk B.

Incendie à l'EPH Mohamed-Boudiaf /Ouargla

## Dégâts matériels déplorés

UN INCENDIE s'est déclaré dimanche dans l'après-midi au niveau du service d'oto-rhinolaryngologie (ORL) à l'Etablissement public hospitalier (EPH-Mohamed-Boudiaf) de Ouargla, a-t-on appris des responsables de cette structure de santé. «Heureusement il n'y a pas eu de victimes ni de blessés, mais uniquement certains dégâts matériels ont été enregistrés dans une partie du service ORL», a précisé le surveillant général à l'hôpital, Mohamed Kamar-

Ezzamane Zekri, ajoutant que «l'incendie a été maîtrisé et tout risque a été écarté grâce à l'intervention rapide des sapeurs-pompiers». D'importants moyens humains et matériels ont été mobilisés par les services de la Protection civile pour empêcher la propagation du feu, a-t-on indiqué de même responsable. Une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer les causes exactes de l'incendie.

A. O.

Athlétisme / Ligue de diamant dames

## Victoire de la Bahaméenne Miller-Uibo au 200 m

LA BAHAMÉENNE Shaunae Miller-Uibo a remporté dimanche le 200 m très relevé du meeting Ligue de diamant de Birmingham en devançant notamment la Britannique Dina Asher-Smith et la Jamaïcaine Shelly-Ann Fraser-Pryce. Miller-Uibo, championne olympique du 400 m à Rio en 2016, a réglé ses rivales au prix d'un beau finish pour l'emporter facilement en 22 sec 24. Asher-Smith, triple championne d'Europe en 2018 (100 m, 200 m, 4x100 m), a fini 2° en 22 sec 36 et Fraser-Pryce, double médaillée d'or olympique du 100 m (2008, 2012), a pris la 3° place en 22 sec 50. La championne du monde en titre de la distance, la Néerlandaise Dafne Schippers n'a terminé que 4° (22 sec 81), alors que sa dauphine à Londres en 2017, l'Ivoirienne Marie-Josée Ta Lou, a encore fait pire (8° et dernière en 24 sec 18).

Yacine N.

## Métaux lourds et substances cancérigènes dans l'eau du robinet



Loumis

Djalou@hotmail.com

Musique andalouse

## Le chanteur andalou Brahim Hadj Kacem anime un concert à Alger

■ Le chanteur andalou Brahim Hadj Kacem, accompagné de l'Orchestre régional de Tlemcen, a animé samedi à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaïh (Alger) un concert devant un public venu apprécier la musique andalouse de Tlemcen.

Par Ryad A.

Accompagné de son orchestre, l'artiste a présenté, 90 minutes durant, une variété de titres de différents registres, notamment la nouba et les chants soufis. Le public, applaudissant longtemps la prestation et la voix exceptionnelle, a pu apprécier les chants présentés, notamment «Hnina», «Ya hbib el gualb». Né en 1969 à Tlemcen, le chanteur Brahim Hadj Kacem

cumule une carrière de plus de 30 ans. Cet artiste qui s'est initié à la musique dès l'âge de 9 ans a rejoint l'association Gharnata (1984-1986) avant de fréquenter l'association El Qortobia (1985-1992). Il a formé en 1990 son propre orchestre. Depuis 2004, il vit et travaille à Paris et enseigne le chant et la pratique de la musique andalouse à Lille au sein de l'Association El Maqam.

R. A.



Lutte contre la criminalité

## 63 individus arrêtés à Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam

Des détachements de l'Armée nationale populaire ont arrêté, samedi à Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam/6°RM, 63 individus, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements de l'Armée nationale populaire ont arrêté, le 17 août 2019 à Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar et In Guezzam/6°RM, 63 individus et saisi camions, véhicules tout-terrain, deux motos, 1,82 kilogram-

me de dynamite, 21 capsules de détonateur, 27 groupes électrogènes, 16 marteaux piqueurs, 1 détecteur de métaux, 20 sacs de mélange d'or brut et de pierres ainsi que 1 600 litres de carburants», précise la même source. Dans le même contexte, un détachement de l'ANP et des garde-frontières ont intercepté, à El Oued et In Amenas/4°RM, 03 contrebandiers et saisi (03) véhicules tout-terrain, (11 376) unités d'articles pyrotechniques et (3 080) comprimés psychot-

ropes, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont appréhendé, à Tlemcen/2°RM, un narcotrafiquant en possession de (4,2) kilogrammes de kif traité. D'autre part, «des garde-côtes ont déjoué, à Oran/2°RM, deux tentatives d'émigration clandestine de (29) personnes à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 17 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à Tlemcen et Tiarèt», conclut le MDN. Wahiba H.